

Pour une approche globale et durable de l'action éducative »

Réflexions au retour des Rencontres de Lille, organisées par RECIT en 02/04.

Note: ce texte est destiné à contribuer au CR de l'atelier 1 de ces rencontres (voir lien avec le site de RECIT). Je remercie RECIT de permettre aux lecteurs de ce site d'en prendre connaissance.

L.Ott

« Pour une approche globale et durable de l'action éducative »	
1. Enjeux et valeurs	
Introduction du problème	
Instabilités environnementale	
Instabilités institutionnelles	
Un constat de dé liaison sociale en constante progression	
Des valeurs difficiles à illustrer	
L 'initiative citoyenne, comme valeur, entre subordination et marché	
Les principes à développer	
2. Démarches, comportements, comment ?	
Une démarche inspirée par le modèle de l'empowerment	
La difficulté de concilier professionnalité, volontariat et participation	7
L'intérêt du travail hors institution	
Les atouts des petites structures	
3. Actions, propositions, domaines d'intervention	
Quelle action sociale entre service et marché ?	
Quelles politique publiques, quelles actions locales ?	
Globalité descendante contre globalité montante	
En guise de conclusion, il faut retrouver le sens de l'action associative	

1. Enjeux et valeurs

Introduction du problème

L'isolement, la solitude et la dépendance croissants des enfants et de leur famille posent le problème d'un environnement éducatif émietté, morcelé et sans projet.

Les instabilités qui affectent les individus et marquent les histoires personnelles particulièrement des enfants sont à la fois environnementales et institutionnelles.

Instabilités environnementale

Les ruptures qui affectent les individus, les familles, les enfants sont nombreuses et largement diversifiées ; elles concernent :

- le déplacement des populations ; en zone urbaine, les individus connaissent une nouvelle forme de nomadisme ; les changements de logement, les accessions, mais aussi les décompositions et re compositions familiales sont l'occasion d'une interminable litanie de déménagements.^{1 [1]}
- éloignement des familles étendues ; les problèmes immobiliers, financiers familiaux et personnels entraînent l'éloignement fréquent vis à vis des parents, de la famille du milieu d'origine. De nombreux individus et parents se retrouvent aujourd'hui complètement isolés dans leur environnement immédiat, ou, à défaut, ne peuvent compter sur la présence que d'un seul parent, mais avec le risque que la responsabilité soit inversée.
- instabilités des lieux et des types d'emploi ; c'est un lieu commun, mais on ne peut plus parler aujourd'hui ni de carrière, ni de parcours professionnel continu, au moins pour le plus grand nombre. La période d'activité des individus est largement devenue discontinue avec des périodes d'inactivité, de reprise, de stages, aux fortunes diverses, etc.
- instabilités institutionnelles des intervenants dans la vie de l'enfant: valse des intervenants sociaux et éducatifs dans la vie des enfants

Jamais la vie des enfants des enfants comme celle des adultes d'aujourd'hui n'a tellement été placée sous le signe de la séparation.

Instabilités institutionnelles

Si le degré d'exigence concernant la qualité des interventions auprès des enfants et des jeunes n'a cessé d'augmenter sur un plan technique et procédural dans à peu près tous les lieux qu'il peut avoir à fréquenter, la cohérence entre ces interventions, le souci de leur durée, leur suivi à long terme sont complètement négligés par les politiques publiques et éducatives actuelles (du moins en France) et ce à n'importe quel échelon, local ou national.

Pire, la demande de qualité en matière de pratiques éducatives, qui s'est traduite par une professionnalisation croissante des intervenants, un développement continu des moyens et des structures semble avoir abouti à perdre de vue toute ambition éducative globale et durable centrée sur la personne, au bénéfice unique de la qualité et de la sécurité des pratiques dispensées.

Un constat de déliaison sociale en constante progression

Les débats de l'atelier 1 ont montré à quel point la situation de déliaison sociale et éducative, était actuellement en France préoccupante et en plein développement ; tel élu municipale la Région Parisienne, ne pouvait que témoigner de la faveur actuelle du « sauve qui peut individuel » des classes moyennes :

- - la fuite vers les zones urbaines dites préservées,
- - la recherche à tout crin du jeu des dérogations de secteur scolaire

Et même dans les milieux les plus défavorisés, l'époque porte à la recherche perpétuelle de la clôture sur soi, le refus de l'autre et le sécuritaire à bon marché ; les locataires des cités HLM réclament ainsi eux mêmes les dispositifs de serrures et clôtures, de fragmentation des espaces collectifs petits espaces fermés , de vidéo surveillance qui entravent pourtant leur vie quotidienne et renforce leur solitude sociale !

Ces mouvements de repli et de concurrences des populations fragiles entre elles et à l'intérieur même de leurs groupes, ont de graves conséquences sur le fonctionnement des dispositifs sociaux et d'éducation populaire ; la vie associative se replie ou se vide de sa substance ; les centres sociaux se désertifient, se ghettoïse, ou, au contraire deviennent des centres de loisirs pour classes moyennes, mais, en tout cas, le projet de mixité sociale, de rencontre et de développement de la dynamique collective et de la démarche associative semble en panne.

Des valeurs difficiles à illustrer

Du coup, les actions sociales même innovantes dont il a été question dans le groupe de travail se heurtent également à des écueils ; il faut reconverter la population locale à l'idée que la vie en collectivité ne rime pas forcément avec le sentiment de se faire « avoir » ; faire comprendre, que ce sentiment de concurrence de chacun avec tous, surtout dans les milieux les plus défavorisés, fait aussi partie du problème et renforce la solitude et l'inefficacité des réponses individuelles.

On ne s'étonnera donc pas que les valeurs énoncées au cours de ce travail en atelier, n'avaient rien d'extraordinaires ; elles pourraient s'énoncer ainsi : accueil de l'hétérogénéité, mixité des âges, des origines, des cultures ; l'ensemble des participants se sont mis d'accord sur l'urgence de re fonder le pacte social, citoyen et éducatif, en partant du local, en redonnant du sens aux mots et aux valeurs revendiquées mais mises à mal par le système politique français et les gouvernements successifs.

Une illustration de cette nécessité de re fonder les valeurs, aura été apportée par la fréquence dans l'atelier des récits d'expériences mettant en valeur une action éducative globale, qui s'appuie sur un environnement humain large et un décroïsonnement vis à vis de la vie sociale, économique, voire même politique ou familiale.

Le travail « hors institution » peut apparaître même pour quelques participants comme une nécessité pour opérer ce travail de re fondation de l'action éducative, sociale et citoyenne, comme si une « table rase » aider à comprendre le sens réel de l'action collective.

L 'initiative citoyenne, comme valeur, entre subordination et marché

Une des valeurs les plus affirmées au cours de cet atelier à été celle- ci : « il faut convaincre les gens de re prendre la maîtrise de leur vie, de leur environnement, de leur quartier ».

Cette valeur a été abondamment illustrée d'expériences d'initiatives réussies ou en échec connues par les participants.

Une expérience de re prise en main d'une Maison de retraite par les personnes âgées elles mêmes et leurs familles, qui a abouti à la reconstruction de celle ci et la mise en place d'un projet social et éducatif ambitieux a conquis les participants ; ainsi même les personnes âgées (public souvent considéré comme individualiste) pouvaient trouver bénéfice à devenir actrices des structures et institutions qu'elles fréquentent !

A l'inverse, le débat s'est longtemps attardé sur la désespérance vis à vis de l'institution scolaire ; que d'énergie déployée en vain et de toutes parts pour tenter d'ouvrir cette institution sur la vie sociale et la dimension de citoyenneté des enfants, des familles et des professionnels eux mêmes ?

Les deux expériences faisaient comme un contre point ; la ré appropriation collective et individuelle des lieux d'éducation, sociaux ou de vie semble donc être la valeur la plus urgemment réclamée par les participants, mais celle ci semble à la fois se développer et être mise en danger face à deux tendances lourdes des secteurs sociaux et éducatifs en France :

- - le durcissement des relations d'autorité des institutions vis à vis des publics en déficit de citoyenneté : familles pauvres, enfants, ados, personnes âgées, etc.
- - la marchandisation et l'individualisation de la relation d'aide qui aboutit à la fermeture ou au démantèlement des institutions les plus collectives et leur remplacement par des « prestataires de services » liés à une logique marchande qui tiennent chaque usager dans une relation individuelle et la solitude.

Les principes à développer

Face à une telle agression vis à vis de l'expérience de la vie publique, les participants ont identifié deux principes d'action aujourd'hui nécessaires :

- - la nécessité de défendre les droits des personnes et l'existence des équipements publics éducatifs et sociaux,
- - la nécessité de démocratiser ces lieux et institutions pour donner envie de les défendre et de les faire vivre.

2. Démarches, comportements, comment ?

Une démarche inspirée par le modèle de l'empowerment

Comme indiqué, les valeurs et les exemples apportés par les membres de l'atelier convergeaient largement autour de démarches de participation et d'empowerment.

La démarche participative et d'appropriation semble être en effet, non seulement un moyen commode ou adapté aux problèmes sociaux actuels, mais également une urgence sur le plan de la citoyenneté.

Toutefois, ces démarches sont trop souvent invoquées, couchées sur le papier, peu suivies d'effets pour que les participants aient eu le besoin de se poser le problème de leur effectivité et de leur efficacité relative.

Il semble à la discussion que les démarches de participation, en général peuvent être mises en échec par de nombreux facteurs tels que :

- - l'absence de concertation initiale sur les constats avec les usagers,
- - le fait que les objectifs de l'action aient été en réalité « téléguidés » et découleraient dans les faits d'applications ou de déclinaisons locales de programmes départementaux ou nationaux,
- - le fait que les instances de représentation soient constituées et animées sur un mode délégué ; les gens parleraient alors comme porte paroles, ou bien comme personne qualifiées alors que c'est à partir au contraire, de sa propre expérience « privée » que l'on peut développer une véritable créativité sociale. Trop souvent en effet, les « comités d'usagers », les « représentants » semblent se constituer et agir sur le mode des représentants d'élèves dans les écoles et se retrouvent de fait « infantilisés » et dociles,
- - l'exclusion a priori et à l'origine du projet de personnes ou de groupes essentiels qui n'ont pas été bien identifiés, parce que leur participation sociale est largement sous-estimée (enfants, jeunes en difficulté, femmes qui sortent peu), ou parce que on a voulu éviter des difficultés.
- - l'absence de dialogue ou de prise en compte des partenaires institutionnels et/ou municipaux,

La difficulté de concilier professionnalité, volontariat et participation

L'exposé d'actions innovantes qui ont pu être transformatrices de pratiques éducatives dans des institutions connues pour leur « inertie » (action de l'association « Starting Block » dans les collèges qui a amené à un essaimage en cours de ce type d'initiatives) a montré l'importance de certains facteurs pour initier et développer des actions éducatives ou sociales largement plus ouvertes sur la participation et l'émancipation, capables de convaincre et d'essaimer :

- - l'existence d'un groupe d'initiateurs clairement identifié et disponible,
- - la réactivité de ce groupe et notamment sa capacité à prendre des décisions en temps réel pour répondre aux sollicitations et demandes des partenaires ou des acteurs rencontrés.

Trop d'actions pourtant bien pensées ont en effet échoué ou ont disparu faute de présence et d'identification des concepteurs, ou par défaut de capacité de répondre et d'agir face aux imprévus.

Cette réactivité mérite qu'on s'appesantisse à ce sujet ; on a en effet souligné l'importance de cette qualité sur le terrain. Il semble que cette réactivité constitue un atout énorme pour déjouer les pesanteurs institutionnelles, les tracasseries administratives, la prudence des élus ou des responsables.

Cette réactivité est finalement conditionnée par :

- - une bonne maîtrise de la communication et de l'information,
- - une petite taille de la structure ou du groupe initiateur pour prendre des décisions en temps réel (comme la capacité de se saisir d'un appel à projets ou communication),
- - l'engagement du petit groupe de ces initiateurs dans le projet et l'adhésion, entre eux à des valeurs communes, à un certain « idéal social » qui le dépasse.

Cette nécessité de l'engagement à la fois personnel et collectif comme condition de transformation ou d'innovation éducative et sociale, qui est connu de l'ensemble des participants pose un certain nombre de problèmes qui ont été soulevés :

- - la pérennisation des actions engagées (ce côté durable revendiqué, comment sera-t-il possible ?
- - le « passage du relais » ,
- - la sur sollicitation, au risque de les user, des « militants ».

A la discussion, des pistes de réponses à ces problèmes sont énoncées ; les problèmes d'usure peuvent être grandement évités si l'action engagée se révèle qualifiante et instructive pour leurs acteurs ; alors on peut supporter des rémunération ou des indemnisations hasardeuses, mais cela suppose une valorisation de l'action, une communication de celle-ci qui, en retour valorise toute personne qui s'y engage.

L'intérêt du travail hors institution

L'ensemble des expériences que cet atelier a été amené à écouter convergent également sur la nécessité qu'il y a de renouveler l'approche institutionnelle traditionnelle des problèmes sociaux, et de liens sociaux, en travaillant autant que possible hors institutions « classiques ».

En effet, les besoins sociaux émergents, renforcés par la dé liaison sociale, l'individualisme imposé par des logiques économiques, posent des problèmes inédits qui sont incomplètement pris en compte que ce soit sur le plan des institutions, que sur le plan des méthodes.

Sur le plan des structures, on manque aujourd'hui besoin de structures ouvertes, globales accueillant le spectre le plus large possible d'hétérogénéité du public. On a besoin d'accueils généralistes mais qui ne se limitent pas à de la diffusion d'information et à la ré orientation des demandes, mais qui, au contraire, mettent en œuvre un accompagnement global et durable des publics accueillis.

La nécessité de travailler en dehors des institutions et d'accueillir un public large est également justifiée par le besoin de ne pas « stigmatiser » les publics accueillis en période de crise économique grave. Elle découle également d'un énorme besoin de sens des actions sociales ; il semble que l'accueil collectif, libre, gratuit, hétérogène permette de valoriser sans la stigmatiser la demande d'aide, qui se trouve alors prise dans un réseau d'échanges, de témoignages et d'initiatives qui retisse du lien entre les individus et les familles.

Le travail « hors institutions classiques » semble également garant d'une neutralité vis à vis des pouvoirs locaux, notamment le pouvoir municipal qui semble aujourd'hui de plus en plus envahissant dans la vie sociale des familles en difficulté, avec des risques de traitements injustes et ségrégatifs.

Le travail hors institution nécessite toutefois, une position particulière de la part des intervenants sociaux qui doivent conjuguer de façon parfois inconfortable (mais nécessaire ?) militantisme et professionnalisme.

Les atouts des petites structures

La nécessité d'être réactifs et de travailler hors des institutions traditionnelles, favorise particulièrement l'action des petites équipes et des micro-structures (quelques volontaires, et moins de cinq employés).

Ces micro-structures associatives sont en effet mieux à même de cerner les besoins locaux réels, de s'y atteler efficacement et de tenter de conserver au mieux l'indépendance financière et administrative vis à vis des pouvoirs locaux que leur public réclame.

Toutefois ces petites structures sont particulièrement exigeantes en énergie de la part des initiateurs et doivent sans arrêt résister aux tentatives d'instrumentalisation vis à vis des institutions locales qui, en échange de leur soutien, souhaiteraient pouvoir transférer le potentiel de confiance acquis par ces équipes vers les institutions classiques (demandes plus ou moins pressantes de signalements, de réorientations, d'accompagnements vers les structures classiques des publics particuliers, etc.).

Or, il apparaît que ce type de transfert n'est pas toujours ni possible, ni souhaitable ; un partenariat reste bel et bien à construire, mais celui-ci devrait pleinement reconnaître les spécificités des structures légères et innovantes, et permettre une relative pérennisation du financement pour éviter l'épuisement des initiateurs.

Les micro structures qui se destinent à retisser du lien social, à favoriser l'implication des enfants, des familles et des jeunes dans leur environnement ou les institutions qu'ils fréquentent ont donc une double spécificité bien remarquable :

- d'une part elles travaillent réellement dans le local, au plus près du terrain et des besoins des populations contactées et fidélisées,
- mais à l'inverse, et ce pour apporter un sens constructif de leur action, pour les individus et le collectif, le travail opéré doit avoir une valeur universelle : accompagnement à l'expression personnelle et collective, accès aux droits, amélioration de l'environnement, valorisation des initiatives sociales et collectives que les gens eux mêmes découvrent qu'ils peuvent produire, etc.

Le local et le global se retrouvent ainsi au cœur même de l'action des micro-structures et assurent leur bonne réception dans l'environnement humain et partenarial.

3. Actions, propositions, domaines d'intervention...

Quelle action sociale entre service et marché ?

Alors qu'on augmente les exigences de sécurité, de résultats et de technicité des actions éducatives destinées aux enfants, on oublie au passage que les relations sociales, les vraies, celles qui comptent dans la vie de tout un chacun, sont de l'ordre du don, de la gratuité, de la non spécialisation et de la durée.

Il faut ainsi défendre l'idée que le lien social et l'éducation ne sont ni des marchandises, ni l'effet d'un contrat; elles relèvent d'une autre économie : celle de la gratuité et de l'initiative sociale.

Freinet l'avait déjà bien souligné : les gens, comme les enfants sont naturellement prêts à travailler et se développer, dans des projets authentiques de travail et d'amélioration de leur environnement. C'est de cela que l'éducation et le travail social devraient être faits.

Quelles politiques publiques, quelles actions locales ?

L'éducation et l'initiative sociale ont donc besoin aujourd'hui de re-création et d'imagination collective, et d'être refondées par tous. C'est dire qu'il s'agit plus que jamais ... de politique.

Cela pose évidemment la question de l'inversion grandissante en France et dans l'Union du couple « Politique sociale/ action sociale ». Il faut rappeler encore et encore qu'un panel d'actions ne remplace pas une politique sociale et ambitieuse qui font aujourd'hui cruellement défaut, obligeant les institutions à travailler chacune pour leur propre compte.

Globalité descendante contre globalité montante

A l'issue de ce travail en atelier, il apparaît que la nécessité d'un travail éducatif durable et global ne doit pas venir masquer deux ambiguïtés importantes

- - Ce travail global et durable doit-il être descendant ou montant ?

Il y a aujourd'hui un véritable risque de globalisation des actions sociales, éducatives et préventives à un niveau territorial. Une telle globalisation du travail selon une optique descendante caractériserait une politique à haut risque de stigmatisation et de traitement inégalitaire des populations. La pénalisation des problèmes sociaux que mettent en place les politiques actuelles risqueraient ainsi de se doubler d'injonctions sociales de plus en plus pressantes en direction des enfants et des familles pauvres.

A l'inverse de ce modèle descendant, il convient de revitaliser un modèle montant ; que les individus et les collectifs s'organisent pour développer avec aide mais en gardant le contrôle, des actions généralistes de développement des liens sociaux et d'accès aux droits pour tous.

- - Ce travail global et durable doit-il être vertical ou horizontal ?

De la même façon, si l'action des professionnels éducatifs et sociaux est irremplaçable et déterminante, il n'en demeure pas moins que ce qu'il s'agit de reconstruire c'est la citoyenneté de groupes sociaux entiers qui sont aujourd'hui exclus de la vie publique, culturelle et économique.

L'aide et l'accompagnement à l'action collective, à l'organisation des familles et des personnes est ainsi un pendant indispensable à toute action « verticale » ; il s'agit de favoriser les échanges horizontaux, les solidarités de proximité, les échanges de savoirs, de compétences, les interventions croisées dans la vie de quartier, pour que les individus retrouvent une image positive et un rôle actif dans leur environnement.

En guise de conclusion, il faut retrouver le sens de l'action associative

Les participants à l'atelier l'ont à maintes reprises souligné : tout ce qui fonde la pertinence sociale des actions innovantes aujourd'hui renvoie au sens même de l'idéal associatif à but non lucratif.

Il y a un domaine de la vie des personnes et des collectifs qu'il faut préserver des logiques économiques ou pénales ; faute de développer ce champ, de lui redonner tout son sens, de le valoriser et de l'encourager, on renforce et on crée aujourd'hui les problèmes sociaux, psychologiques ou humains qui, à leur tour, ne feront qu'aggraver la déliaison sociale, l'intolérance et les violences à venir